

NUMERO #15 | MARS 2018

# TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II



## EVENEMENT DE PARTAGE DES CONNAISSANCES SUR LES BONNES PRATIQUES EN MATIERE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT



PAGE 5

**ÎLE MAURICE**

**ATELIER FINAL**



PAGE 6

**REPOA ET ZANZIBAR**

**ATELIER SUR LES POLITIQUES  
COMMERCIALES**



PAGE 7

**MSG SECRETARIAT**

**ATELIER REGIONAL  
DE VALIDATION**



PAGE 8

**ACP GENEVE**

**FOCUS SUR LES  
ACTIVITES DU PROGRAMME**





## ÉVÈNEMENT DE PARTAGE DES CONNAISSANCES SUR LES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

L'évènement de partage de connaissances sur les bonnes pratiques en matière de commerce et d'investissement a été organisé par l'unité de gestion du programme TradeCom II du 20 au 21 février 2018. Il visait la diffusion, aussi large que possible, des « bonnes pratiques » pertinentes développées dans le cadre des programmes financés par le TCII depuis le début de sa mise en œuvre en 2015. Au total, 110 participants, majoritairement des représentants des Pays ACP et des communautés économiques régionales (CER) bénéficiaires, ont pris part à l'évènement.

Dans son discours d'ouverture, S.E. le Dr Patrick I. Gomes (secrétaire général du Groupe ACP) a mis l'accent sur le rôle du secrétariat ACP dans la construction et le partage des connaissances à travers le programme TradeCom II. Les incertitudes auxquelles fait face le système de commerce multilatéral demandent des connaissances solides et un renforcement des capacités pour innover et améliorer la connaissance sur les questions liées au commerce mondial et faire face aux difficultés générées par les dividendes démographiques, à l'exemple les jeunes qui quittent leurs pays à la recherche de meilleures opportunités. Cela passe par un renforcement de la production et des capacités commerciales dans les pays ACP.

M. Leonard Mizzi, directeur par intérim chez EC DEVCO (planète et prospérité; développement rural, sécurité alimentaire, nutrition) a souligné l'approche constructive de l'évènement. Selon lui, cet évènement constitue une occasion d'identifier les bonnes pratiques susceptibles d'être appliquées à une plus grande échelle et d'analyse de leur impact sur le commerce. « À la suite de cet évènement, la CE devrait se rendre au Parlement européen, aux Nations Unies, et dans d'autres plateformes pour illustrer les véritables réussites relativement au commerce et les pratiques pouvant être appliquées à plus grande échelle, en particulier les résultats susceptibles d'œuvrer en faveur d'un système commercial plus équitable ».

Cinq groupes d'exemples de « bonnes pratiques » ont été proposés pour la première phase du partage des connaissances acquises via les 23 programmes mis en œuvre par le programme TradeCom II au titre de son premier devis-programme. Les exemples de bonnes pratiques sont construits autour des produits ciblés suivants :

- 🌐 politique et réglementation commerciales
- 🌐 processus dans le cadre des APE et de l'OMC
- 🌐 questions douanières
- 🌐 infrastructure qualité (IQ)
- 🌐 commerce et investissement (le plan européen d'investissement ; compétitivité du secteur privé)

### GRUPE 1: POLITIQUES ET REGLEMENTATION COMMERCIALES

L'objectif de cette session était d'examiner les bonnes pratiques et les enseignements tirés des politiques commerciales nationales et régionales mises en œuvre pour soutenir le commerce et supprimer les obstacles y relatifs. Un accent particulier a été mis sur les cadres de suivi liés au commerce et le cadre des résultats.

Dans le cadre de groupe, les discussions ont porté sur :

- 🌐 les défis auxquels sont confrontés les petits pays dans la mise en œuvre de l'agenda commercial national et régional, et l'efficacité du soutien ciblé du TCII en matière d'intégration du commerce et d'application des cadres nationaux relatifs à la politique commerciale ;
- 🌐 le partage des bonnes pratiques sur les politiques commerciales en vue de soutenir le développement commercial durable et supprimer les obstacles au commerce. Il reposait également sur l'hypothèse que le groupe ACP a le potentiel pour devenir les prochaines économies des marchés émergents.
- 🌐 les cadres juridiques régionaux facilitant l'intégration commerciale et la mise œuvre des accords commerciaux ;
- 🌐 les principaux défis nécessitant la recherche continue de bonnes pratiques et leur diffusion ultérieure ;
- 🌐 le rapport entre le TCII et les autres donateurs.





## GROUPE 2: PROCESSUS DANS LE CADRE DES APE ET DE L'OMC

L'objectif de cette session était d'illustrer les bonnes pratiques et les leçons tirées relativement à l'assistance technique dans le cadre de la mise en œuvre des APE susceptibles d'être transposées aux niveaux national et régional et les progrès accomplis pour l'atteinte de positions de négociation communes pour l'ensemble des pays ACP à l'OMC et le cas des subventions à la pêche.

Dans le cadre du groupe 2 sur les processus des APE et de l'OMC, les échanges étaient axés sur:

- 🌍 les exemples de bonnes pratiques relativement au soutien du TCII pour la mise en œuvre des APE et des bonnes pratiques globales tirées des APE;
- 🌍 la participation efficace aux négociations de l'OMC et les exemples de bonnes pratiques sous-jacentes d'assistance du TCII;
- 🌍 les expériences régionales de négociations OMC sur les questions commerciales qui sont essentielles pour le développement des États membres et les exemples de bonnes pratiques liées au soutien du TCII.
- 🌍 les exemples de bonnes pratiques en lien avec l'appui du TCII pour la mise en œuvre par les pays de l'accord de facilitation des échanges de l'OMC.



## GROUPE 3: QUESTIONS DOUANIERES

Les participants ont identifié les résultats concrets qui permettront d'améliorer l'efficacité et de réduire les coûts des transactions associés à la circulation des marchandises à travers les frontières, les exemples de bonnes pratiques pour reproduction dans le cadre du TradeCom II, et les futurs besoins.

Les discussions ont particulièrement porté sur:

- 🌍 les exemples de bonnes pratiques sur l'évolution des douanes dans le cadre des APE;
- 🌍 les avancées innovantes en matière d'instruments de facilitation, en particulier le certificat d'origine sur support électronique;
- 🌍 Les mesures pour renforcer l'efficacité des services de facilitation du commerce;
- 🌍 les réformes appropriées des lois et règlements liés aux douanes;
- 🌍 les réflexions générales sur les bonnes pratiques en matière douanière.

## GROUPE 4: INFRASTRUCTURE DE LA QUALITE (IQ)

Cette session visait à étudier les exemples de bonnes pratiques en matière d'infrastructure qualité au niveau régional et national visant à soutenir la compétitivité des exportations à ce jour, et les nouveaux besoins à venir.

Ce panel a mis l'accent sur, entre autres :

- 🌍 les bonnes pratiques régionales et nationales en matière d'infrastructure qualité en faveur de la compétitivité des exportations dans les organisations régionales ACP ;
- 🌍 le partage des connaissances avec le monde des affaires, y compris les femmes commerçantes et les jeunes commerçants, sur l'essence de l'infrastructure qualité ;
- 🌍 les besoins actuels et futurs du secteur de l'IQ dans les pays ACP;
- 🌍 l'importance des infrastructures de qualité dans la mise en œuvre des APE ou des APE intérimaires signés ;
- 🌍 la robustesse de la qualité des produits vendus sur le marché national, régional ou international qui aura un impact économique positif et également sur les consommateurs ; et
- 🌍 l'objectif global d'accroître la compétitivité.



## GROUPE 5: COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Au cours de cette session, les participants ont examiné des approches novatrices visant à soutenir la compétitivité du secteur privé, en identifiant les bonnes pratiques et en mesurant leur succès à ce jour et les besoins futurs.

La session a été organisée en 2 sous-groupes

Au titre du sous-groupe 5A « Compétitivité du secteur privé », les présentations et les discussions étaient axées sur:

- 🌍 les projets et programmes ayant appuyé la formulation de la stratégie d'exportation des pays ACP,
- 🌍 l'identification des priorités et de leur potentiel en matière d'exportation relativement au marché de l'Union européenne,
- 🌍 la consolidation des flux commerciaux et d'autres données pertinentes et l'accroissement et la diversification des exportations.







Dans le cadre de ce sous-groupe 5B, le plan d'investissement extérieur (PIE) européen a été présenté et envisagé comme un outil qui permettra de contribuer au développement durable, d'améliorer le climat d'investissement, de s'attaquer aux causes premières de l'immigration, de promouvoir les investissements du secteur privé et de mettre en relief l'emploi et la croissance. L'objectif du PIE est d'aller au-delà de l'aide classique au développement et d'utiliser plutôt les ressources financières pour influencer sur les autres flux disponibles pour atteindre les ODD.

Maximin EMAGNA, (expert chargé du secteur privé et de l'investissement du secrétariat ACP) a fait un exposé sur la stratégie de développement du secteur privé des ACP, qui visait à présenter les moyens de faire face aux obstacles et aux défis rencontrés par un secteur privé dominé par les MPME dans les pays ACP. Elle vise l'émergence d'un secteur privé résilient et croissant qui jouera un rôle essentiel sur le chemin de la croissance durable tout en cherchant à réduire la pauvreté dans les pays ACP. Elle entend également créer une véritable synergie entre les responsables politiques, les spécialistes du développement, les fournisseurs de ressources ainsi que les bénéficiaires afin de promouvoir la création réelle d'emplois décents dans les pays ACP.

L'évènement de partage de connaissances, a en outre donné l'occasion à l'OIF de présenter la situation actuelle d'interdépendance entre le programme H&S et les autres programmes tel que DEDICOT, visant la participation de l'Afrique (un des principaux producteurs de coton) à la chaîne de valeur internationale du coton.

Le séminaire de 2 jours s'est clôturé avec la présentation du chef d'équipe du TCII, Ahmed Ndyeshobola, sur les recommandations quant à la voie à suivre pour le programme TCII et par des discours d'Antti KARHUNEN, chef de l'unité, développement du secteur privé, commerce, intégration régionale et de Viwanou GNASSOUNOU, secrétaire général adjoint, département du développement économique durable et du commerce.



M. Gnassounou a insisté sur la nécessité d'encourager l'UE, également dans le cadre du plan d'investissement extérieur (PIE), à fournir non seulement des financements, mais davantage les moyens d'utiliser les fonds en explorant le recours efficace aux principales institutions dans les pays et régions ACP pour mieux faire face aux défis et rassembler des ressources supplémentaires, notamment, le PIE.

M. Karhunen a souligné le rôle du programme TCII dans l'élaboration de l'agenda 2030 de l'UE pour le développement. La première phase du programme TCII est positive en ce qui concerne la formulation des politiques commerciales nationales et régionales, les règlements de différends, les portails d'information, le coaching des PME, etc. Il est donc essentiel de tirer profit des produits de ce programme afin de garantir leur durabilité et d'obtenir de réels gains économiques et commerciaux. La deuxième phase devrait permettre de réaliser plus d'avancées dans le domaine de la promotion des ODD. Le programme TCII continuera à renforcer les capacités au niveau local, et à appuyer le dialogue stratégique avec les entreprises au-delà de l'Afrique, à comprendre leurs contraintes et à fournir une assistance technique pour le futur en ce qui concerne le climat d'investissement dans le cadre du PIE et du programme de réformes structurelles.

Selon les participants, l'évènement a été un grand succès relativement à la participation et la qualité des discussions et des illustrations d'expériences de bonnes pratiques tirées des programmes nationaux et régionaux financés par le programme TCII.

Le document d'information et un rapport détaillé sur le séminaire de partage de connaissances sont disponibles et téléchargeables à partir du site Internet du Tradecom II (<https://bit.ly/2vJNdL7>) et de la plateforme Capacity4dev (<https://bit.ly/2HLq9AF>).







## ÎLE MAURICE

RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ À L'EXPORTATION POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE DE L'ÎLE MAURICE, DANS LE CADRE LA MISE EN ŒUVRE DES APE INTERMÉDIAIRES

### ATELIER FINAL

L'atelier final de 2 jours sur les règles d'origine, le développement des affaires et des exportations dans le cadre du Programme « Renforcer la compétitivité à l'exportation pour une croissance inclusive de l'île Maurice, dans le cadre la mise en œuvre des APE intermédiaires » s'est déroulé à l'hôtel Le Méridien à Pointe aux Piments les 8 et 9 mars 2018.

Lors de la première journée, les participants ont bénéficié d'un exposé sur les deux documents finaux : Le Manuel de vulgarisation des règles d'origine et la stratégie de développement des exportations commerciales - le Business Model Canvas.

Les deux manuels ont été distribués à chaque PME sélectionnée et des rétroactions ont été faites.

L'atelier a enregistré la participation de Mme Paula Hippolyte-Bauwens, experte en commerce régional pour le TradeCom II. Dans son exposé liminaire, elle a exprimé son enthousiasme de recevoir les résultats et les produits de plus de 7 mois d'études, d'analyses, de rencontres et de formation pratique, notamment les manuels sur la vulgarisation des règles d'origine et sur les stratégies commerciales à l'exportation ainsi que la proposition du Centre européen d'informations d'affaires. Elle a également exprimé le souhait de l'unité de gestion du programme TradeCom que ces produits résistent à l'épreuve du temps, l'appropriation et la durabilité pour les années à venir et, à leur manière, contribuent à l'expansion du commerce, à l'accroissement de la compétitivité et à la réduction de la pauvreté à Maurice. Ces produits constituent la raison pour laquelle ce programme est considéré comme un programme pilote relativement au déroulement et au niveau de concertation.

Dans son discours d'ouverture, le ministre du commerce, des entreprises et des coopératives, M. Soomilduth Bholah a remercié le TradeCom II, l'UE et le fournisseur, ainsi que la presse, qui ont appuyé ce programme jusqu'à la fin et tous joué un rôle dans le paysage global du commerce mauricien. Il a insisté sur l'importance des PME à Maurice en tant que secteur contribuant le plus aux échanges commerciaux du pays, mais dont les capacités commerciales doivent être développées, compte tenu de leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Il a souligné la vision du gouvernement de faire de Maurice une plaque tournante des échanges internationaux et de résoudre le problème du potentiel inexploité en matière d'exportations qui nuit actuellement au développement du secteur. De plus, M. Bholah a énuméré les divers obstacles auxquels fait face le secteur privé tout en affirmant que ces derniers représentent de sérieux défis pour sa croissance et sa compétitivité. Il a souligné la pertinence de ce programme et salué le soutien exemplaire du TradeCom II, qui fournit une assistance directe aux bénéficiaires, tout en démontrant l'effet multiplicateur de ce programme.

M. Golabek, chargé d'affaires de la délégation de l'UE a salué les composantes femmes et jeunes de ce programme étant donné que le programme se tiendra lors de la Journée internationale de la femme. Le programme s'aligne sur le soutien de l'UE au commerce innovant et au secteur privé à Maurice et en général en ce sens qu'il offre une assistance en matière de réforme et de rationalisation de la transparence, appuie le programme Indicatif National, fournit une expertise technique pour améliorer le cadre politique et participe au renforcement des capacités du secteur privé, tout en encourageant la collaboration entre les secteurs public et privé. L'UE a annoncé sa récente décision d'allouer 60 millions de roupies pour les infrastructures liées au commerce UE-SADC dans le but de développer les PME et d'améliorer les capacités de développement des exportations des pays de la SADC.

Mme Canabady, secrétaire des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international a exprimé sa sincère gratitude à l'UE et au TradeCom II pour leur soutien qui a généré un véritable espoir en faveur d'un APE plus approfondi et plus large pour l'île Maurice. Elle a souligné la situation économique qui révèle la faible contribution des PME aux exportations mauriciennes et la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de produits exportables, ce qui n'est pas viable. Elle a rappelé les programmes gouvernementaux qui permettent aux PME d'atteindre les marchés régionaux et internationaux et formulé le souhait de tirer profit de ces programmes. Elle a également annoncé la transformation de l'enquête sur le développement des PME visant les PME mauriciennes créé pour élaborer les instruments individuels pour le développement de ces dernières dans le pays. Elle a vivement encouragé le développement d'un programme de suivi destiné à appuyer la mise en œuvre des résultats de ce programme.

Un aspect intéressant de ces sessions réside dans les « témoignages » qui ont permis aux représentants des PME de parler de leur expérience du programme, de leur aide dans l'élaboration des manuels et de leurs attentes pour l'avenir.

La deuxième journée a été consacrée au compte rendu sur la mise en œuvre du programme et de ses résultats. Une troisième session d'information technique a été organisée avec pour objet la présentation de la proposition du centre européen d'information sur les entreprises (EBIC).

L'atelier s'est achevé par une discussion sur la durabilité du programme avec des interventions des PME mauriciennes, des entreprises mauriciennes et de l'association des producteurs mauriciens (Made in Moris), ainsi que du bureau mauricien des normes.

## TANZANIA REPOA ET ZANZIBAR

SOUTIEN AU REPOA ET AU MINISTRE DU COMMERCE, DE ZANZIBAR POUR L'AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES PRODUCTEURS PRIMAIRES ET LA DIVERSIFICATION DE LA BASE D'EXPORTATION COMPTE TENU DES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES AVEC L'UE

### ATELIER SUR LES POLITIQUES COMMERCIALES



L'atelier final au titre du programme de soutien s'est tenu à Dar es Salaam, Tanzanie, le 5 mars 2018. Le programme a été lancé en mai 2017 avec l'objectif global de contribuer au développement économique durable et à la réduction de la pauvreté dans la république de Tanzanie à travers une intégration régionale plus étroite et une participation accrue à l'économie mondiale. Ce résultat a été obtenu grâce à l'identification des goulots d'étranglement qui limitent la compétitivité et la diversification des exportations dans le domaine agricole, et en renforçant les capacités de recherche et de conseil du REPOA et par la suite de la Tanzanie relativement aux politiques commerciales, à la compétitivité et aux barrières non tarifaires.

#### EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA QUALITÉ DU PRODUIT DANS LE CORRIDOR D'EXPORTATION ZANZIBAR-PEMBA

Sur la base des travaux effectués sur le terrain à Zanzibar et en étroite collaboration avec le ZMTIM, le programme a proposé une série de recommandations dans le domaine de l'amélioration de l'infrastructure qualité en vue de booster la compétitivité des exportations agricoles. L'infrastructure qualité joue un rôle essentiel dans la promotion des exportations agricoles dans les pays où les normes de sécurité alimentaire sont d'une importance capitale pour accéder aux marchés tels que l'UE. C'est le cas pour les exportateurs basés à Zanzibar, mais aussi pour ceux opérant dans la Tanzanie continentale. Les domaines où il y a encore du travail à faire englobent l'infrastructure qualité et les cadres réglementaire et institutionnel. L'obtention des certifications pertinentes s'avère coûteuse et beaucoup de producteurs ne peuvent se le permettre.

#### IDENTIFICATION DES GOULOTS D'ETRANGLEMENT QUI LIMITENT LA COMPÉTITIVITÉ DES EXPORTATIONS AGRICOLES

Les travaux sur le terrain dans les îles de Zanzibar et de Pemba et dans les corridors d'exportation du Nord ont permis de procéder à une analyse détaillée des goulots d'étranglement affectant la compétitivité agricole et la diversification des exportations, mais aussi de proposer un ensemble de recommandations pour remédier à ces obstacles. En utilisant une approche de chaîne de



valeur, un examen détaillé des performances et du potentiel de compétitivité des 8 principaux sous-secteurs de l'agriculture axée sur l'exportation a été mené comme suit : les épices, les clous de girofle et les algues dans le corridor d'exportation Zanzibar-Pemba ; les exportations de produits agricoles non traditionnels notamment l'horticulture, la floriculture et les avocats dans le corridor d'exportation du nord ; et enfin, les exportations agricoles traditionnelles, à savoir le café et le sisal dans les corridors méridional, occidental et central. Une approche fondée sur les études de cas a été adoptée pour apporter un nouvel éclairage sur les questions sous-jacentes dans le but de contribuer à une meilleure connaissance des possibilités d'améliorer la compétitivité et la diversification de l'agriculture.

#### ELABORATION DE MATERIELS DE FORMATION EN ANALYSE COMMERCIALE

La compétitivité commerciale joue un rôle clé dans la capacité et la performance d'une entreprise, d'un sous-secteur ou d'un pays à vendre et fournir des biens services dans un marché donné par rapport à la capacité et la performance des autres entreprises, sous-secteurs ou pays dans le même marché. Un ensemble de modules de formation et d'outils d'analyse a été développé pour renforcer la capacité des chercheurs de la REPOA d'entreprendre des recherches commerciales. Cela englobe des orientations sur une série d'instruments et d'indicateurs pouvant être utilisés pour analyser la performance commerciale en termes de croissance, d'orientation, de diversification, de qualité, et de survie, ainsi que des approches quantitatives et qualitatives d'analyse du marché et des facteurs liés à l'offre qui déterminent la compétitivité. La boîte à outils facilite l'identification des principaux obstacles à l'amélioration de la compétitivité commerciale et des réponses politiques pour surmonter ces difficultés. Il fait appel à la boîte à outils du diagnostic de la compétitivité commerciale élaborée par la Banque mondiale.





## SECRETARIAT MSG

APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR AMÉLIORER LES SERVICES DE FACILITATION DES ÉCHANGES DES MSG

### THE REGIONAL VALIDATION WORKSHOP



L'atelier régional de validation organisé dans le cadre du programme d'assistance technique pour fournir « un appui au renforcement des capacités du secrétariat du Groupe de fer de lance mélanésien (MSG) et pour améliorer l'efficacité des services de facilitation des échanges de la région » s'est tenu le jeudi 15 mars 2018 au « MelanesianHotel », Port Vila, Vanuatu.

Cette intervention d'assistance technique ayant pour principal bénéficiaire, le secrétariat MSG avec les membres du Groupe de fer de lance mélanésien notamment les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon et Vanuatu, comme bénéficiaires secondaires, a commencé en août 2017. Le principal objectif de ce programme est d'appuyer la bonne intégration des quatre États MSG dans l'économie mondiale et ainsi contribuer au développement économique durable et à la réduction de la pauvreté.

L'atelier de validation avait pour principaux objectifs l'examen et la validation des rapports sur le renforcement des services de facilitation des échanges dans la région MSG et l'amélioration de l'accessibilité des informations commerciales, économiques et sur le marché qui peuvent avoir un impact positif sur le développement du secteur privé régional et l'investissement dans la région MSG.

#### AMÉLIORER LES SERVICES DE FACILITATION DES ÉCHANGES DANS LA RÉGION MSG

L'atelier portait sur l'amélioration des liaisons aériennes, relevant les principaux problèmes touchant l'industrie des services aériens régionaux et l'identification des solutions pratiques qui peuvent être mises en œuvre pour surmonter ces difficultés. De plus, les modalités visant à faciliter la création d'une commission maritime MSG ont également fait l'objet de discussions, en vue de mieux contrôler, réguler et faciliter l'amélioration des services maritimes dans la région MSG.

#### AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES INFORMATIONS COMMERCIALES, ÉCONOMIQUES ET SUR LES MARCHÉS DANS LA RÉGION MSG

L'atelier a également facilité le lancement du répertoire en lignes des entreprises du MSG ; un service et une ressource en ligne pour les contacts commerciaux et les informations de marché pour les particuliers, les entreprises et les organisations sur comment faire des affaires dans la région du MSG. Le lancement de cette plateforme en ligne a été complété par une discussion sur le recueil des informations pertinentes sur le commerce et les affaires en temps opportun auprès de sources régionales et internationales sûres.

Parmi les participants figuraient des représentants des ministères du Commerce des Fidji, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon et Vanuatu ainsi que des délégués des industries aériennes et maritimes, dont les autorités de régulation, les compagnies commerciales aériennes et maritimes. De plus, des représentants des autres entités du secteur privé de l'ensemble de la région du MSG et les organisations de soutien aux entreprises (BSO) étaient également de la partie. L'atelier a également enregistré la participation de partenaires régionaux, dont le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS), le Bureau de la sécurité aérienne dans le Pacifique (PASO), la Communauté du Pacifique (SPC) et l'Organisation du secteur privé des îles du secteur privé des îles du Pacifique (PIPSO).

#### CONCLUSIONS DE L'ATELIER REGIONAL DE VALIDATION

L'atelier régional de validation a été salué comme étant opportune, pertinente et instructive. L'importance et le besoin de durabilité ont été soulignés et des recommandations clés présentées à cet égard, mettant en évidence l'importance de tirer parti des partenariats institutionnels régionaux et de la participation accrue des parties prenantes. De plus, les participants sont également tombés d'accord sur les avantages susceptibles de résulter de la création d'une synergie dans la recherche de la rentabilité et de l'efficacité.

Le Secrétariat du MSG s'est engagé à communiquer les produits de cet atelier, en particulier en ce qui concerne l'amélioration des services de facilitation des échanges, lors de sa concertation sur l'aviation et le tourisme et ensuite aux hauts responsables, aux ministres et enfin aux leaders du MSG dans le but de guider le processus de prise de décisions relatives aux politiques générales.

En s'appuyant sur les produits de l'atelier et en rendant accessible à un plus grand nombre de personnes les informations commerciales et connexes, il a été recommandé que le Secrétariat du MSG, en collaboration avec le PIPSO, conçoive et lance une initiative susceptible d'attirer et de bénéficier à une tranche plus représentative des membres du secteur privé au niveau régional. Il a été suggéré que cela peut être davantage facilité par l'exploitation des TIC et l'organisation d'une série d'apprentissage en ligne.

Le Secrétariat du MSG a été chargé de s'appuyer sur les acquis de l'atelier pour faire progresser les efforts en vue de l'intégration économique de ses membres au niveau régional.

## GROUPE ACP A GENEVE

SOUTIEN DU PROGRAMME TCII  
AU GROUPE ACP A GENEVE

### FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

Le programme intitulé « Soutien ciblé au groupe ACP à Genève pour renforcer la participation du groupe aux négociations multilatérales sur le commerce dans le cadre de l'Organisation internationale du commerce (OMC) » a commencé ses activités en mars 2017. Le programme visait à permettre au Groupe ACP à Genève de participer plus efficacement aux négociations commerciales multilatérales de l'OMC, et définir les positions des pays ACP dans le cadre des négociations de l'OMC.

L'Équipe d'experts a appuyé les travaux préparatoires sur la déclaration des ministres ACP, élaborée avec le Groupe ACP à Genève et approuvée par les ambassadeurs pour la conférence ministérielle tenue à Bruxelles. Les ministres ont adopté la déclaration qui était la première proposition d'un membre mis sur ma table pour la CM11. L'équipe a collaboré activement avec la Coordination et les pays ACP sur la déclaration et les rapports de résultat ainsi qu'à Buenos Aires sur les avant-projets et les stratégies. Le Groupe ACP pourrait formuler efficacement leurs positions et leurs priorités lors du processus de Genève, de Bruxelles et de Buenos Aires.

L'appui de l'Équipe au Groupe ACP a permis de réaliser des avancées sur plusieurs questions clés à la CM11, notamment sur les propositions relatives à l'agriculture et la pêche. En ce qui concerne la pêche, l'appui fourni par l'équipe a éclairé plusieurs sessions de concertation à la mission de l'UE avec les 7 premiers partisans, y compris le tout premier avant-projet consolidé reflétant clairement les positions des pays ACP. Ces travaux, contributions et avant-projets, ont donné lieu à un texte piloté par le président obtenu après des consultations/négociations à plusieurs niveaux, contenant des positions modifiées des pays ACP appuyées par des recherches et



analyses supplémentaires pour protéger les intérêts des ACP et propulser le Groupe ACP, y compris une coalition avec le Groupe des PMA et le Groupe Afrique, afin d'orienter les dernières options pour une décision de la CM11.

Une des plus grandes réussites de l'appui de l'équipe au Groupe ACP se reflète dans un document de décision adopté à Buenos Aires WT/MIN (17)/64, WT/L/1031). En particulier, la seule décision multilatérale prise par tous les membres, par consensus sur une question relative au programme de développement de Doha (DDA). La décision finale a permis au Groupe ACP d'atteindre son objectif de confirmer une date pour la conclusion des négociations d'ici à l'an prochain, la CM12, et une trajectoire précise pour dissocier la pêche (avec les questions de la sécurité alimentaire et de l'épuisement des ressources halieutiques menaçant la réalisation de l'ODD 14.6 d'ici à 2020 comme prévu) des mesures anti-dumping, et d'autres questions liées aux recours commerciaux longs et complexes dans le mandat relatifs aux négociations sur les règles. Surtout, la décision n'est pas entrée en conflit avec des domaines de fond de la position des pays ACP, et fait expressément référence aux textes consolidés et à l'instruction ministérielle de les utiliser comme base des négociations en 2018.

Le programme s'est achevé par une activité de réflexion avec les délégués du groupe ACP organisée à Genève en février 2018 à laquelle a pris part le Directeur général de l'OMC Azevedo, Arancha Gonzalez, directrice exécutive des TIC, et le Dr Kituyi, secrétaire général de l'UNCTAD. Cet événement qui fut un excellent forum pour les échanges d'idées a ouvert la voie à de nouvelles perspectives prometteuses pour le Groupe ACP en vue de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC.

## SAMOA ET ÎLES SALOMON

SOUTIEN CIBLE AUX AUTORITES DES SAMOA ET DES ÎLES SALOMON DANS L'ADHESION  
ET LA PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DES APE AVEC L'UE

### LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROGRAMME

L'objectif de ce programme, confié à la «company A-Z Information Jamaica Limited», est de renforcer les capacités des autorités des îles Samoa et Salomon relativement à l'adhésion à l'APE UE-Pacifique et à sa mise en œuvre ultérieure. En particulier, le programme appuiera les autorités des îles Samoa et Salomon pour garantir la réussite de l'adhésion à l'APE et son application effective.

Le programme a officiellement démarré le 8 février 2018 lors d'une réunion de lancement conjointe organisée avec les responsables des îles Samoa et Salomon et l'équipe A-Z chargée du projet. En vue de cette réunion, l'équipe chargée du projet a tenu plusieurs réunions à distance avec les responsables pour, entre autres, permettre à chacun d'appréhender le projet, faciliter le débat sur l'approche et la méthodologie à utiliser lors de l'exécution du projet et déterminer les attentes des bénéficiaires. Les participants ont abordé les questions clés de la structure du projet et de l'approche

à utiliser pour l'exécution des travaux, avec les experts partagés entre les îles Samoa et Salomon.

Pendant le mois de février, des avancées significatives ont été réalisées relativement au projet, selon les pays et au terme des principales activités telles que les consultations des parties prenantes, la présentation des aspects juridiques de l'APE intermédiaire aux responsables du commerce au sein de la Division du commerce du ministère des Affaires étrangères et du Commerce des Samoa et la préparation de l'atelier national. Un important dialogue entre le secteur privé a également été engagé lors de phase de lancement du projet.

En plus des diverses consultations engagées aux îles Samoa et Salomon, et suite à l'examen approfondi des stratégies nationales et régionales, des plans et de la documentation, ainsi que des données statistiques, la phase de lancement du projet s'est achevée avec la présentation des rapports initiaux des îles Samoa et Salomon.



## CAMEROUN

OPTIMISATION DE L'ACCES AU MARCHÉ ET DES OUTILS JURIDIQUES LIÉS A LA POLITIQUE COMMERCIALE DU CAMEROUN

### FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME



Le projet « Optimisation de l'accès au marché et des outils juridiques liés à la politique commerciale du Cameroun » a eu pour objectif essentiel d'opérationnaliser la stratégie nationale des exportations du Cameroun et de prendre avantage des opportunités commerciales offertes par le nouvel APE. Il a eu également pour but d'aider les opérateurs du Cameroun à avoir une meilleure stratégie de prévention des différends commerciaux impliquant le Cameroun, en tenant compte de ses impératifs de développement.

Dans le cadre de ce projet, il a été produit une cartographie d'accès au marché de l'Union européenne pour les produits et services des filières prioritaires du Cameroun. Elle a identifié les marchés au sein de l'Union européenne présentant de nouvelles niches, dressé la nature des barrières non-tarifaires à l'égard des produits camerounais et étudié les facteurs limitant les opportunités commerciales pour les produits et services du Cameroun. Les difficultés observées relèvent tant d'obstacles extrinsèques aux opérateurs, que de leurs propres choix opérationnels.

Il a également été produit une étude sur les corrélations entre les domaines numériques et commerciaux de l'APE du Cameroun. Cette étude a traité du commerce électronique et de l'usage des réseaux informatiques et de télécommunications dans le but de faciliter les exportations de produits et services camerounais et diminuer le coût du commerce pour les opérateurs économiques. Elle a débouché sur l'identification des difficultés rencontrées, dans la mesure où elles entraînent une perte de compétitivité des entreprises camerounaises, et des moyens pour y remédier.

Chacune des deux études précitées offre des recommandations pour mieux pénétrer les marchés d'exportation et des propositions de mesures concrètes pour rendre plus opérationnelle la stratégie nationale d'exportation du Cameroun. Elles sont assorties d'un Plan d'Action qui décrit les activités à réaliser, par chaque acteur économique et réglementaire, à court terme, moyen terme et long terme.

Les études, leurs recommandations et plans d'actions ont

été présentés et travaillés au cours d'un atelier national de restitution qui s'est tenu à Yaoundé du 18 au 20 décembre 2017. Des recommandations complémentaires ont été formulées et intégrées dans la version finale des études, lesquelles continuent à servir de base au dialogue national indispensable entre les opérateurs économiques et les services de l'Etat pour la mise en œuvre d'une politique dynamique de promotion des exportations vers l'Union européenne.

Outre les études, le projet a organisé plusieurs ateliers de formation et de mise à niveau au Cameroun, animés par l'équipe des experts.

Une première formation sur les contentieux commerciaux, la prévention et le règlement des différends et la rédaction des contrats commerciaux s'est déroulée à Douala du 10 au 12 janvier 2018. Elle a permis de clarifier l'architecture juridique du commerce international, et de montrer les interactions entre les différents ordres juridiques qui affectent les exportateurs camerounais.

Une deuxième formation a porté sur le thème de la défense commerciale et la mise en place d'un protocole d'alerte et de veille autour des pratiques anticoncurrentielles. Elle s'est déroulée à Yaoundé du 15 au 17 janvier 2018. La discussion soutenue pendant cette formation a abouti à une prise de conscience accrue des participants et du ministère du commerce de la nécessité de déployer des activités spécifiques et complémentaires de conceptualisation d'un mécanisme de veille commerciale au service de la politique commerciale du Cameroun. La structure d'un tel mécanisme et les variables à prendre en considération ont été discutées et débattues au cours de l'atelier, ainsi que les options de financement.

Sur la base de ce qui a été discuté, le Ministère du Commerce compte élaborer un document de projet incluant des termes de référence pour la conceptualisation concrète d'un mécanisme de veille commerciale efficace au Cameroun.

La réalisation des activités au titre de ce projet a bénéficié d'une coopération fructueuse et sans entraves entre le Ministère du Commerce, l'équipe des experts, Transtec et l'UGP TradeCom II.



# INVESTING IN ACP WOMEN'S GRADUATION FROM THE INFORMAL ECONOMY

WOMEN/GIRLS AND THE ECONOMY

ROOM S1  JUNE 6, 2018

 10:45 to 12:00



eudevdays.eu

5-6 June 2018

Brussels

## Lexique

- ADPIC** Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle
- AMNA** Accès aux marchés pour les produits non agricoles
- APE** Accord de partenariat économique
- ACR** Accord commercial régional
- ACP** Afrique, Caraïbes et Pacifique
- BNT** Barrières non tarifaires
- BTC** Barrières techniques au commerce
- CARICOM** Communauté caribéenne
- CARIFORUM** Forum Caribéen des Etats de l'Afrique, Caraïbes et du Pacifique
- CCI** Centre du commerce international
- CEA/ONU** Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
- CPC** Cadre de politique commerciale
- CPCN** Cadre de la politique commerciale nationale
- CTA** Centre technique de coopération agricole et rurale
- CEDEAO** Communauté économique des États d'Afrique occidentale
- CNUCED** Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
- DAU** Document Administratif Unique
- DG DEVCO** Direction Générale pour la Coopération internationale et développement
- GMFL** Groupe mélanésien Fer de lance
- JED** Journées européennes du développement
- OECD** Organisation des États des Caraïbes orientales
- OIF** Organisation internationale de la Francophonie
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- OMD** Organisation mondiale des douanes
- OTC** Obstacles techniques au commerce
- PACPS** États ACP du Pacifique

- PIFs** Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- PME** Petite et moyenne entreprise
- PTCI** Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
- PTP** Partenariat transpacifique
- RCEP** Partenariat économique régional global
- SPS** Mesures sanitaires et phytosanitaires
- UE** Union européenne
- UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UGP** Unité de gestion de programme
- ZLE** Zone de libre échange
- ZLET** Zone de libre-échange tripartite

**TRADEComil** PROGRAMME

BUILDING ACP TRADE CAPACITY  
RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35  
1040 Bruxelles - Belgique

 0032 (0)2 739 00 60

 [contact@trade-com-acpeu.org](mailto:contact@trade-com-acpeu.org)

 [www.trade-com-acpeu.org](http://www.trade-com-acpeu.org)

Suivez-nous sur twitter:

 @TradeCom\_2

@Tender\_TradeCom



Programme financé par l'Union Européenne



à la demande du Groupe ACP



Mis en œuvre par AESA CONSORTIUM

